PLAIDOYER POUR L’AUGMENTATION DES RESSOURCES AFFECTEES AU MINISTERE DE L’ENVIRONNEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE (MEDD)

Rappelons que nous, les êtres humains, ne sommes pas les seuls êtres vivants sur cette terre. Nous cohabitons avec des faunes et flores terrestres et maritimes. La sauvegarde de chaque espèce est primordiale. Nous dépondons les uns des autres.

De ce fait, l’objet de ce plaidoyer est centré sur l’amélioration de la protection de ces faunes et flores ainsi que leurs habitats. C’est pourquoi, nous demandons l’augmentation du budget du ministère responsable de l’environnement c’est-à-dire le MEDD.

Entamons le vif du sujet en adoptant le plan suivant **: Importance du MEDD, Insuffisance du budget du MEDD, Solution à ce problème.**

**Sachant que la méthode de notre plaidoyer s’inspire du slogan de René Dubos « penser global, agir local ».**

**L’IMPORTANCE DU MEDD**

Pour faciliter la compréhension de l’importance du MEDD, il est nécessaire de connaître quelques notions de base sur le lien entre le développement durable et l’environnement. Tout d’abord, la définition de l’environnement, ensuite, l’importance de l’environnement au niveau global, enfin l’importance de l’environnement au niveau local dans la vie quotidienne.

* **Qu’est-ce que l’environnement ?**

Au niveau global, selon Robert Barbault « On peut étudier divers paramètres : cycle de l’eau, cycle du carbone, cycle de l’azote, cycle de l’oxygène, cycle de l’hydrogène, cycle du phosphore, cycle du soufre, **le réchauffement climatique**, la circulation océanique, la **biodiversité, la déforestation**, l’atmosphère, l’hydrosphère, la lithosphère et la biosphère. »

Au niveau local, en ce qui concerne Madagascar, ce sont les paramètres **réchauffement** **climatique, déforestation et biodiversité** qui sont surtout pris en compte. En effet, l’Alliance Voahary Gasy annonce « A titre d’illustration, les services techniques du MEDD **ne disposent pas de moyen** pour assurer **la lutte contre les feux** et ne disposent non plus de

moyen de locomotion pour faire les verbalisations et le transport **des produits saisis**. » (in concours de plaidoyer- stand, speak and act !)

* **L’importance de l’environnement au niveau global**

Au niveau global, l’environnement tenait, tient et tiendra encore une place importante dans le développement durable. C’est ce qui a été argumenté par le biologiste franco-américain René Dubos et l'économiste britannique Barbara Ward qui ont rédigé le rapport **« Nous n’avons qu’une Terre »** qui a fait l’objet de la **Conférence de Stockholm.**

La réalité actuelle nous démontre la véracité de leur étude. Cette conférence, qui s’est tenue du 5 au 16 juin 1972, est la première conférence majeure des Nations Unies sur les questions environnementales. Elle a constitué un tournant dans le développement de la politique environnementale internationale.

L’étude de René Dubos et de Barbara Ward a conduit à une prise de conscience internationale sur l’impact positif ou négatif de l’environnement sur le développement durable ainsi que les dangers qui nous attendent si nous ne prenons pas les mesures nécessaires. Sans tarder, plusieurs décisions ont été prises à la fin de cette conférence dont une **déclaration de 26 principes** ; un plan d’action de 109 recommandations ; des objectifs spécifiques et la création du Programme des Nations Unies pour l’environnement (PNUE).

Ces 26 principes nous expliquent les règles que l’on doit suivre si l’on veut atteindre un développement durable grâce à l’environnement. Entre autres, nous devons protéger, sauvegarder et améliorer l’environnement (les ressources naturelles du globe : l'air, l'eau, la terre, la flore et la faune terrestres et maritimes), préserver la capacité du globe à reproduire des ressources naturelles. Et lors d’une planification pour un développement économique, on doit accorder une grande place à la conservation de l’environnement pour les générations actuelles et futures, exploiter les ressources non renouvelables mais sans risque de les épuiser.

* **L’importance de l’environnement au niveau local**

Au niveau local, en ce qui concerne Madagascar, les écologistes du monde entier reconnaissent la diversité et l’endémicité de sa faune et de sa flore terrestres et maritimes. 5% des espèces du monde se trouvent dans notre île, dont 80% n’existent pas ailleurs.

À Madagascar, les forêts constituant le principal moteur du tourisme de la grande Ile, représentent un atout précieux pour l’économie nationale et fournissent des services éco-systémiques. Elles font vivre la population Malagasy, procurent des nourritures, des sources d’eau et des emplois à des ménages pour le bois de construction, la menuiserie, la production de bois de chauffe pour divers usages (huilerie essentielle, fumage…), la production du charbon de bois, mais aussi le transport et la vente de ces produits.

**L’INSUFFISANCE DU BUDGET ALLOUE AU MEDD**

L’Alliance Voahary Gasy affirme dans « le petit aperçu du contexte du concours plaidoyer » :

- l’insuffisance du budget alloué au MEDD

- une absence de décentralisation des moyens qui est prévu dans IEM et dans le plan stratégique du MEDD

Pour notre part, nous pensons aussi pouvoir affirmer non seulement l’insuffisance du budget du MEDD mais aussi du budget général de l’Etat.

En conséquence, nous constatons que :

-La gestion durable et responsable des habitats de la faune et de la flore ne peut pas faire profiter l’économie nationale.

-L’application à Madagascar de la politique environnementale internationale n’est pas encore satisfaisante.

En effet, Madagascar a perdu 44 % de sa couverture forestière depuis les années 1950. Entre 50 000 et 100 000 hectares de forêts sont détruits chaque année, ce qui pose d'importants problèmes d'érosion des sols et de perte de biodiversité. 75 % des espèces végétales d'origine ont disparu.

Près de 80% de nos forêts naturelles ont disparu à cause de la déforestation, d’après Conservation Internationale.

**A ce rythme,** Madagascar n’aura plus de forêt naturelle intacte d’ici vingt ans. Selon les projections, l’état de lieu environnemental ne cesse de s’empirer depuis 1950. Par exemple, la désertification est en forte accélération.

En conclusion, nous citons Nanie Ratsifandrihamanana, directeur de WWF Madagascar : « La déforestation n’est pas juste **un problème de conservation. Il s’agit d’un problème économique et social. »**

**LA SOLUTION CLEF A CE  PROBLEME SOCIO-ECONOMIQUE**

En tant que participantes de ce concours, nous adressons humblement le présent plaidoyer à la haute attention de Monsieur le Président de la République de Madagascar qui est le plus haut des décideurs du budget général de l’Etat. Nous nous fixons le but de convaincre et d’influencer les décideurs pour que le budget du ministère pour l’année 2022 augmente et qu’il y ait décentralisation effective des moyens au niveau des Services Techniques Décentralisés (STDs), en avançant la solution clef ci-dessous qui s’appuie sur le slogan de René Dubos « penser global, agir local ».

* **Penser global**

Le biologiste franco-américain René Dubos et l'économiste britannique Barbara Ward qui ont rédigé le rapport « Nous n’avons qu’une Terre » qui a fait l’objet de la Conférence de Stockholm.

Cette conférence a défini 26 principes dont les numéros **4, 8, 9, 19 et 25** intéressent, d’après notre analyse, **l’agir local à Madagascar**.

 « Principe 4 : l'Homme a une responsabilité particulière dans la sauvegarde et la **sage gestion du patrimoine constitué par la flore et la faune sauvage et leur habitat**, qui sont aujourd'hui gravement menacés par un concours de facteurs défavorable. La conservation de la nature, et notamment de la flore et de la faune sauvages, doit donc tenir une place importante dans la planification pour **le développement économique** »

« Principe 8 : Le **développement économique et social est indispensable** si l'on veut assurer un environnement propice à l'existence et au travail de l'homme et créer sur la terre des conditions nécessaires à l'amélioration de la qualité de la vie ».

« Principe 9 : Les déficiences de l’environnement imputables à des conditions de sous-développement et à des catastrophes naturelles posent des problèmes graves et le **meilleur moyen** d’y remédier est d’accélérer le développement par le **transfert d’une aide financière et technique** **substantielle** pour compléter l’effort national des pays en voie de développement et l’assistance fournie en tant que de besoin »,

« Principe 19 : il est essentiel de **dispenser un enseignement sur les questions d’environnement** aux jeunes générations aussi bien qu’aux adultes, en tenant dûment compte des moins favorisés, afin de développer les bases nécessaires pour **éclairer l’opinion publique**… »,

« Principe 25 : les Etats doivent veiller à ce que **les organisations internationales** jouent un rôle coordonné, efficace et dynamique dans **la préservation et l’amélioration de l’environnement ».**

* **Agir local**

Selon l’adage «Il ne faut pas déshabiller Paul pour habiller Pierre », **il ne faut pas diminuer le budget des autres ministères ou institutions au profit du MEDD.**

D’après notre analyse, **la Facilité Élargie de Crédit (FEC)** du Fonds Monétaire International (FMI) satisfait les conditions prévues par les principes 4, 8, 9 et 25 ci-dessus.

L’exigence principale pour un pays en voie de développement pour demander la FEC est d’avoir la **Stratégie de Réduction de la Pauvreté et de Croissance.** Cette dernière définit les mesures macroéconomiques, structurelles et sociales du pays.

**La solution clef** découle de ces principes de la Conférence de Stockholm. Nous nous permettons humblement **cet appel à l’action** à l’attention de Monsieur le Président de la République de Madagascar :

* Lancer les procédures nécessaires pour la mise en place de la Stratégie de Réduction de la Pauvreté et de Croissance et de la demande de la FEC auprès du FMI
* Prévoir l’augmentation du budget du MEDD dans la Loi de Finance Initiale 2022 (LFI 2022).

**La FEC va nous permettre entre autres d’entreprendre la gestion éclairée du patrimoine naturel, dont la préservation et l’amélioration de l’environnement, la sensibilisation et l’enseignement écologique** aux jeunes générations aussi bien qu’aux adultes, mobilisation des acteurs (Vondron’olona ifotony,…). Tout cela nécessite la mise en place d’une **décentralisation effective des moyens au niveau des Services Techniques Décentralisées (STDs)** parce que les problèmes locaux se résolvent principalement au niveau local.

* **La solution clef est d’augmenter le budget du MEDD. Pourquoi ?**

En effet, la FEC finance la Stratégie de Réduction de la Pauvreté et de Croissance. Cette dernière prévoit la gestion éclairée du patrimoine naturel. A cause de l’insuffisance chronique du budget déjà évoquée, la dégradation du patrimoine naturel **ne cesse de s’empirer** depuis 1950 jusqu’aujourd’hui.

**Il est évident que par l’augmentation de son budget, le MEDD arrivera à stopper ce rythme.**